

gramme financier qui soit vraiment de nature à aider le commerce et l'industrie. Pourtant l'un et l'autre ont besoin de stimulant pour traverser la période critique où nous sommes. Nous nous disons en période de rétablissement. C'est un mot qui ne convient pas. Nous ne reprenons pas et ne reprendrons jamais plus notre niveau d'avant-guerre. Nous sommes dans les affres de ce qu'on pourrait appeler une espèce de révolution. Nous nous éloignons de plus en plus de l'appareil économique, social et politique du passé. Et c'est sur les épaules de ce Gouvernement que retombe la grave responsabilité de l'orientation que prendra le pays. Je voudrais avoir plus de confiance dans la science et le talent de ceux qui gouvernent la barque. Nous avons besoin plus que jamais d'un bon pilote, d'une direction avisée. Il nous faut un plan mûrement réfléchi, homogène et coordonné; mais le Gouvernement ne nous a rien donné de tel. Il se laisse emporter au gré de toutes sortes d'expédients à seule fin de satisfaire certains gens. Il n'a pas de véritable programme fondé sur une ligne de conduite précise; et l'exposé budgétaire nous apporte un nouvel exemple de cette absence d'un plan bien conçu. Dans le monde solidaire et enchevêtré d'à présent, il importe d'établir une ligne de conduite. Un régime fiscal, appliqué sagement, doit tenir le premier plan dans les programmes de l'Etat. L'impôt frappe tout le monde, mais le Gouvernement ne l'exploite pas d'une façon intelligente. Comme je l'ai déjà souligné, il a feint seulement d'aider l'industrie de base. En fait, je ne sache pas qu'il favorise directement l'industrie ou le commerce.

A mon sens, l'industrie secondaire et les entreprises de transformation, les services et les affaires en général souffrent durement du malaise et de l'inquiétude inévitables qui accompagnent la révolution des idées et des faits. Cependant, l'intérêt du pays exige que nous produisions, que nous maintenions nos services, que les affaires roulent, que tous se mettent au travail jusqu'à ce que les choses retrouvent leur assiette.

Je soutiens que le budget ne présente pas ces avantages. Au contraire, il prolonge une imposition inopportune qui paralyse la production. Il nuit au placement de fonds. Il empêche le commerce et l'industrie d'entreprendre des travaux de recherche et de perfectionnement. Il se fonde sur la fausse conception que les hommes d'affaires du pays détiennent des réserves énormes qui leur permettront d'équilibrer les pertes courantes causées par les directives vacillantes de l'Etat. Le ministre est envouté par les assertions répétées à la Chambre de certains honorables députés qui confondent "capitaliste" et "millionnaire". Ils ont tort, évidemment. Ce far-

deau d'impôts, écrasant et constant, est extrêmement dangereux. Le péril devient plus grave, du fait que le Gouvernement prend l'habitude de céder aux groupes d'influences. Ce qui n'est pas peu dire. On paralyse la production et le capital de placement; le progrès industriel devient un coup de dé; on retarde l'expansion du commerce d'exportation qui nous est tellement important. Le Gouvernement n'a pas donné de directives et a manqué du courage nécessaire à l'élaboration et à l'application d'un programme; les résultats susmentionnés étaient donc inévitables.

Comment les entreprises industrielles et commerciales peuvent-elles édifier des projets pour l'avenir lorsqu'elles ne savent aucunement à quoi s'attendre?

Il est évident que le Gouvernement ne comprend pas véritablement le problème et qu'il n'a dressé aucun programme. Les industries loyales et indispensables en souffrent. Le budget ne les favorise pour ainsi dire pas et étouffe même leurs espérances de réaliser des bénéfices qui leur permettraient de racheter leurs pertes.

Il faut aider et encourager les entreprises industrielles et commerciales en allégeant leur fardeau fiscal. L'imposition anormale et la régie des prix qui existent en ce moment ne leur permettent pas de poursuivre l'exploitation. La politique du Gouvernement nuit à la production. Si l'on donnait à celle-ci un libre essor, le danger d'inflation diminuerait parce qu'il existerait un débouché aux fonds disponibles. Actuellement, la quantité de denrées mises en vente est trop faible. L'augmentation de la production, à laquelle s'oppose le programme du Gouvernement, résoudrait le problème. L'insuffisance de production qui résulte de la présente ligne de conduite entraîne une augmentation des prix de revient, le mécontentement ouvrier et le chômage. Dès que l'industrie et le commerce reprendront espoir en l'avenir, dès que le Gouvernement les laissera libres d'agir, la production augmentera et le coût par pièce diminuera. Ainsi les entreprises commerciales rachèteront une partie des pertes qu'elles subissent en ce moment. En outre, ce qui importe davantage, la production accrue généralisera l'embauchage et dissipera le mécontentement ouvrier. Nos difficultés et nos problèmes dans le domaine de la main-d'œuvre découlent, dans une certaine mesure, du programme gouvernemental visant l'industrie dans l'ensemble. Entraver la production, est préparer la voie aux difficultés ouvrières; la favoriser, au contraire, c'est assurer la bonne entente et la paix industrielles.

Des milliers de nos concitoyens dépendent directement ou indirectement de l'industrie pour leur subsistance, et les entraves que le